



La crise post électorale ivoirienne et la hausse des prix mondiaux menacent la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

1. Disponibilités alimentaires satisfaisantes en Afrique de l'Ouest.

Globalement, le bilan de la campagne agricole 2010/2011 est très satisfaisant à la faveur des bonnes conditions climatiques enregistrées dans la région Sahel et Ouest africaine. En atteste la production céréalière prévisionnelle estimée à 51 millions de tonnes (excepté le Sénégal et le Mali¹) contre 45 millions de tonnes en 2009/2010, soit une hausse de 12 % par rapport à l'année dernière. Les récoltes céréalières ont atteint des niveaux record, supérieurs à ceux de l'année dernière et à la moyenne des cinq dernières années, dans presque tous les pays malgré les cas d'inondations. Les cultures de contre saison et de décrue évoluent normalement à cause du bon remplissage des cours et points d'eau, ainsi que de la remontée de la nappe phréatique.

Actuellement la reconstitution des stocks est en cours à tous les niveaux (paysans, producteurs, commerçants, institutionnels,...). Au niveau ménage, les céréales sont destinées prioritairement à la consommation et leurs déstockages significatifs ne se font que d'une façon exceptionnelle. Ceci pour faire face à des dépenses obligatoires et aux remboursements des dettes contractées. Les offices ou sociétés publiques qui détenaient jusque là des stocks de céréales en réserve sont en train d'acheter auprès des grands commerçants pour la reconstitution des stocks nationaux de sécurité (SNS). Les achats pour reconstituer les SNS de l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM), de la Société Nationale de la Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS) du Burkina Faso ont porté jusqu'en février sur 7 000 tonnes de céréales pour chacun de ces organismes. On notera également les achats en cours de l'OPVN Niger qui portent sur 85 000 tonnes. Ces achats institutionnels se poursuivent.

Quant à l'élevage, la reconstitution des pâturages a permis aux animaux de retrouver progressivement leur bon état d'embonpoint qu'ils avaient perdu l'année dernière suite à la crise pastorale à l'Est du Sahel. Actuellement, dans ces zones, les populations pour la plupart des pasteurs connaissent une légère amélioration du taux de couverture des besoins.

2. Flux transfrontaliers et impacts de la crise ivoirienne en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, les flux transfrontaliers des produits agricoles sont très denses, ils sont réguliers mais moins intensifs au niveau du bassin Est. L'analyse de ces échanges transfrontaliers, montre des flux en céréales sèches des zones d'excédents commercialisables vers celles déficitaires. Par contre, la crise ivoirienne a ralenti le trafic au port d'Abidjan qui était fortement fréquenté par les importateurs et exportateurs maliens. Dans le bassin Est, les prix du bétail baissent à cause des mesures d'interdiction de l'exportation du bétail tchadien.

Cependant, bien que la tendance des flux participe à améliorer considérablement les disponibilités sur les marchés, elle reste confrontée aux tracasseries routières, qui affectent les acteurs et augmentent les coûts d'approche ; ceci renchérit les prix des produits alimentaires pour le consommateur final. Par conséquent, des mesures d'accompagnement par les Etats sont nécessaires pour permettre une meilleure fluidité des échanges entre pays et rendre plus accessibles les denrées alimentaires aux couches les plus vulnérables qui dépendent des marchés pour leurs besoins alimentaires. La crise post électorale en Côte d'Ivoire, si elle perdure, aura comme conséquences :

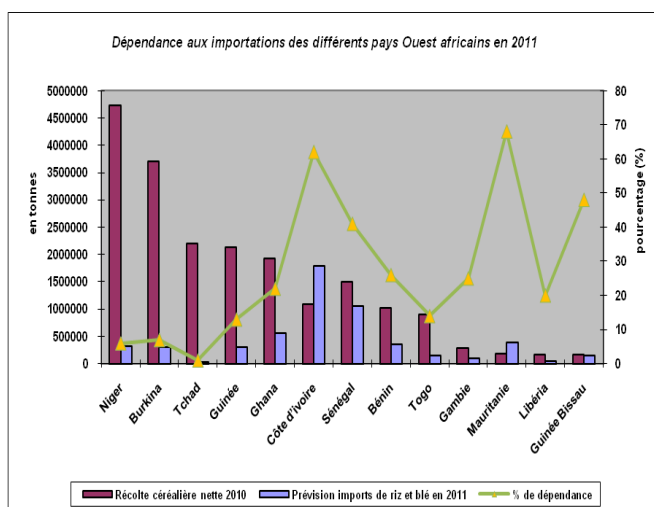
- la détérioration de la sécurité alimentaire des ménages pauvres des zones frontalières, installés le long des axes routiers et qui dépendaient surtout du trafic routier des marchandises le long de ces axes;

¹ Pour ces deux pays, les données n'étaient pas encore disponibles.

- la baisse des flux des quantités de produits alimentaires qui rentrent en Côte d'Ivoire grâce aux opérateurs des pays voisins ;
- des perturbations dans le fonctionnement des marchés de certains pays comme le Burkina et le Niger avec l'arrêt et/ou la baisse des importations, notamment de riz de la Côte d'Ivoire;
- une grande partie du maïs en provenance du Nord de la Côte d'Ivoire est désormais réorientée vers le Mali et le Burkina Faso comme en 2002, et non plus dans les usines de transformation au sud du pays ;
- les ruptures d'approvisionnement et/ou la hausse des prix de certains biens de consommation tels que le gaz, l'électricité, le pétrole, le carburant, etc., impactent sur les prix des denrées alimentaires importées (riz, huile, sucre,...) qui se traduisent par de fortes hausses ;
- une réorientation vers le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria du bétail sur pied destiné à la Côte d'Ivoire.

3. Marché mondial et implication dans la sous région

Les prix mondiaux du blé et du maïs ont fortement augmenté depuis juin 2010. Le prix à l'exportation du blé en février 2011 était supérieur de 75% à son niveau d'il y a un an ; celui du maïs a augmenté de 77% sur la même période. Le prix du riz est resté plus ou moins stable sur le marché international. Les pays ouest africains sont exposés de façon contrastée à ces hausses sur le marché mondial comme le montre le graphique ci-dessous.



Source : CILSS, Novembre 2010

Les perspectives sont les suivantes :

- Alignement du prix du riz local sur celui du riz importé, sauf au Mali où le riz importé tient désormais une part de marché très faible et ne peut plus imposer son prix directeur ;
- Une inflation importée fortement probable dans les pays côtiers comme le Sénégal, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, notamment en ville. Des effets de substitution des céréales sèches au riz risquent d'engendrer la hausse des prix.

4. Tendances des prix dans la région

Le tableau 1 indique les prix actuels sur une série de produits vivriers dans douze marchés de consommation de la région Ouest africaine.

Tableau n°1: niveau des prix dans un panel de marchés de référence de la région ouest africaine

Marchés	riz local (Fcfa)	riz import (Fcfa)	Maïs (Fcfa)	mil (Fcfa)
Dakar		297		
Nouakchott		320		
Conakry	527	439		
Abidjan	400	400	300	
Cotonou		530		
Bamako	350	350	123	130
Ouagadougou		400	146	150
Niamey		450	196	196
Malanville	330	470	135	
Ségou	250	290	125	120
Kaolack		300	140	135
Kano	462		128	131

sources: RESIMAO et Afrique Verte

Les constats sont les suivants :

- La persistance du prix du riz importé élevé dans les capitales côtières et à l'Est du Sahel. La légère embellie de 2010 est passée et les prix reprennent une tendance à la hausse ;
- La compétitivité du riz local en progression dans les pays qui ont investi dans des plans de relance vivrière depuis 2008. Ce fait est notable dans les régions du sud du Mali (uniquement dans les zones de production) au Burkina et au Bénin.
- Les filières transfrontalières concernant le maïs de la côte vers le Sahel, gardent pour le moment leur attractivité, avec un prix du maïs assez rémunérateur au Niger. Il est toujours rentable d'importer du maïs depuis le Bénin ou le Gourma Burkinabé

- Les prix sur les grands marchés nigériens, notamment Kano, sont en-dessous de la barre des 150 F/kg de céréales sèches en février 2011. Les bonnes disponibilités au Nigéria, couplées avec de bonnes disponibilités au Niger, permettent d'espérer une soudure peu marquée dans le bassin Est, cette année.

- La hausse des prix des denrées importées affectera essentiellement les populations urbaines au cours de cette année.

5. Situation nutritionnelle

Les données les plus récentes faisaient état d'une situation nutritionnelle toujours préoccupante au Tchad et plus particulièrement au Niger (octobre /novembre 2010). Ainsi, 7 sur les 8 régions du Niger présentaient des taux de malnutrition aiguë globale dépassant le seuil d'urgence (Zinder, Agadez, Tillabéry, Tahoua et Maradi) ou le seuil d'alerte (Diffa, Dosso). Cette situation touche surtout les enfants de 6 à 23 mois, paradoxalement à une période où les récoltes sont disponibles. Ce qui pourrait signifier la persistance des facteurs structurels de la malnutrition. L'augmentation des prix des produits alimentaires risque d'exacerber cette situation nutritionnelle en particulier pour les ménages les plus vulnérables dépendant des marchés pour leur alimentation, mais surtout ceux ayant vécu l'insécurité alimentaire en 2010. Par ailleurs, la crise ivoirienne pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur la situation alimentaire et nutritionnelle des couches vulnérables.

En conclusion, les marchés sont bien approvisionnés dans l'ensemble : les perspectives alimentaires sont rassurantes pour les prochains mois. Les stocks sont en reconstitution à tous les niveaux (paysans, communautaires, commerçants, institutionnels).

Malgré la bonne campagne agropastorale en 2010/11 et les bonnes disponibilités alimentaires, la persistance de la crise post électorale ivoirienne continue de perturber le fonctionnement du marché régional affectant ainsi directement l'approvisionnement, les sources de revenus et les conditions alimentaires de certains pays dépendant de la Côte d'Ivoire tels que le Mali, le Burkina et le Niger.

6. Recommandations

A la lumière de tout ce qui précède, il apparaît nécessaire de :

- ⇒ **Faire un suivi rapproché des populations les plus vulnérables : pauvres urbains et éleveurs qui n'ont pas pu reconstituer leur cheptel;**
- ⇒ **Accroître l'engagement des Etats pour améliorer la fluidité du transit et du transport des personnes et des marchandises afin de réduire de façon substantielle les pratiques anormales nuisibles sur les corridors routiers inter-Etats ;**
- ⇒ **Approfondir l'évaluation de l'impact de la crise ivoirienne afin de prendre en charge les victimes et renforcer les moyens d'existence des populations affectées ;**
- ⇒ **Suivre l'évolution de la hausse des prix des céréales au niveau international notamment le riz et le blé pour faire face à leur possible transmission dans les marchés de la région, comme pour le blé en Mauritanie.**
- ⇒ **Poursuivre et renforcer les actions intégrées de prévention et de prise en charge de la malnutrition au niveau communautaire et structures de santé soutenues par des interventions d'amélioration des conditions socio sanitaires (eau, assainissement, santé, revenus, etc..).**

Pour un meilleur accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Favoriser l'accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région, en vue de la prise de décision pour l'action, le RPCA s'est doté d'un site Web. Pour vos questions en rapport avec la situation alimentaire et nutritionnelle, et notamment vos besoins en documents analytiques sur la question, ce site est désormais à votre disposition : www.food-security.net.

Cette note d'analyse du RPCA a été réalisée sur la base d'informations ou d'analyses fournies par différentes institutions spécialisées membres ou non du Réseau. Plus d'informations peuvent être obtenues sur leurs sites Web respectifs.

CSAO/SWAC

www.westafricaclub.org
sibirijean.zoundi@oecd.org
+33-1-45-24-19-82
leonidas.hitimana@oecd.org
+33-1-45-24-17-98

CILSS

www.cilss.bf
abdou.keita@cilss.bf
konate.amadou@cilss.bf
moussa.cisse@cilss.bf
+226-50-37-41-25/33

FEWS NET

www.fews.net
ssow@fews.net
+226-70204979
librahim@fews.net
+227-96-97-70-11

FAO

www.fao.org
jean.senahoun@fao.org
SMIAR/FAO- ROME
+39-06-57-05-30-99
joseluis.fernandez@fao.org
FAO-DAKAR

WFP

www.wfp.org
Naouar.Labidi@wfp.org
Jean-Martin.Bauer@wfp.org

AFRIQUE VERT

www.afriqueverte.org

ECHO

www.ec.europa.eu/echo

OCHA

www.humanitarianinfo.org

OCHA

<http://ochaonline.un.org/>

RELIEFWEB

www.reliefweb.int/